

Gérard Mordillat
Bertrand Rothé

LES LOIS DU CAPITAL

ÉDITION AUGMENTÉE

POINTS **arte**
EDITIONS

Gérard Mordillat est écrivain et cinéaste, co-auteur, entre autres, de la célèbre série *Corpus Christi* et de l'ouvrage *Jésus contre Jésus*. Il réside à Paris.

Agrégé d'économie et enseignant à l'université de Cergy-Pontoise, Bertrand Rothé (1960-2020) est l'auteur de nombreux ouvrages. Il a collaboré régulièrement à *Marianne*.

Ensemble ils ont co-écrit *Il n'y a pas d'alternative* (Seuil, 2011).

Gérard Mordillat
Bertrand Rothé

LES LOIS
DU CAPITAL

*Préface inédite
d'Éric Stemmelen*

Éditions du Seuil/Arte Éditions

ISBN 978-2-7578-8887-2

© Éditions du Seuil/ARTE Éditions, 2019

© Points, 2022, pour la préface inédite

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Préface

Tous les jours, sur toutes les radios et télévisions, des économistes assèment leurs « vérités » : la concurrence fait baisser les prix, le coût du travail est trop élevé, les impôts nous asphyxient, etc. Après avoir répandu des mensonges baptisés « évidences », ces professeurs pontifiants retournent à leurs occupations lucratives, que des journalistes complices se gardent bien de signaler aux auditeurs : *senior adviser* de la banque Lazard, administrateur de BNP Paribas ou de Total, conseiller d'une compagnie financière ou d'un fonds spéculatif, voire président d'une banque d'affaires...

Gérard Mordillat et Bertrand Rothé donnent ici la parole aux économistes et sociologues que l'on n'entend jamais. Ils s'inspirent de leurs travaux et des ouvrages de savants plus anciens, dont Karl Marx n'est pas le moindre. Forts de leur propre talent d'analyse et en s'appuyant sur des cas concrets, ils brosent un tableau historique bien documenté et une description lucide de la société capitaliste. Ils exposent avec subtilité, sérieux et clarté ce que sont vraiment *Les Lois du capital*.

Le capitalisme consiste à extorquer aux salariés une partie du produit de leur labour. Cette part est le profit accaparé par les propriétaires (grandes familles, actionnaires ou fonds d'investissement) qui règnent en maîtres

absolus sur les entreprises. Le travail est contraint, le travailleur est exploité et méprisé, il devient une « variable d'ajustement » de l'économie moderne. Le chômage, les emplois précaires, les statuts aléatoires et les délocalisations à l'étranger sont des armes d'intimidation pour restreindre salaires et prestations sociales.

Depuis quatre décennies ces conditions s'aggravent. Les avancées conquises par deux siècles de luttes acharnées sont détruites par des valets du capital nommés Reagan, Schröder ou Macron – qui se vanta à la BBC de prendre modèle sur Margaret Thatcher. La législation du travail et toutes les protections sociales sont dévastées. Quelques centaines de milliardaires dirigent *de facto* la planète et ils ont entrepris de la détruire. Ils s'enrichissent sans frein, au-delà de toute indécence, tandis que la misère s'accroît même dans les pays les plus développés.

Alors, sommes-nous condamnés à perpétuité par ces lois d'airain ? Serons-nous de plus en plus soumis à des lois scélérates ? En France, la révolte gronde, nous le savons depuis le mouvement des Gilets jaunes. Victime d'une cruelle répression, elle peine à s'exprimer efficacement, faute d'horizon politique crédible et de mobilisation générale des salariés. Cent cinquante ans après la Commune, le peuple est en colère. Sera-t-il à nouveau écrasé ? L'État policier mis en place par le pouvoir actuel, avec ses pratiques ultraviolentes et son mépris des droits humains, étouffera-t-il toute rébellion populaire ?

L'histoire nous montre que l'arme infallible des travailleurs est la grève générale avec occupation des entreprises, comme en 1936, comme en 1968. Elle ne semble pas être à l'ordre du jour. Mais, deux mois avant

le joli mois de Mai 68, un éditorialiste, aussi clairvoyant que ceux qui pérorent sur nos plateaux de télé, écrivait : « Les Français s'ennuient. La jeunesse s'ennuie. Chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans écrasés par le progrès, vieillards plus ou moins abandonnés, ceux-là sont si absorbés par leurs soucis qu'ils n'ont pas le cœur à manifester et à s'agiter. » On connaît la suite...

En 1847, Lamartine avait déjà déclaré : « La France s'ennuie ! (...) La France s'attriste ! (...) Un malaise sourd couve dans le fond des esprits (...), tout le monde a un nuage sur le front. Prenez-y garde, c'est de ces nuages que sortent les éclairs (...), et quelquefois aussi les tempêtes. » Le 24 février 1848, le roi Louis-Philippe dut abdiquer et la II^e République fut proclamée. Le roitelet Emmanuel, qui se croit si malin, n'est pas inamovible.

Pour que les esprits s'insurgent, il faut leur fournir les instruments de compréhension de la société, dévoiler les rouages de l'oppression économique, décrypter les mécanismes de l'exploitation. Le livre de Gérard Mordillat et Bertrand Rothé contribue à cette prise de conscience porteuse d'espérance. Il est salutaire. Il est indispensable.

Éric Stemmelen

*Pour Éric Stemmelen,
avec toute notre amitié et notre gratitude*

« Jamais je ne peux en paix accomplir
Ce qui obsède mon esprit,
Jamais je ne puis vivre tranquille :
Je dois me battre sans répit. »

Karl Marx¹

1. « Émotions », dans *Poésies*, L'Insomniaque, 2014, p. 33.

Pour commencer...

Dans les médias, l'économie a la figure de l'horrible Gorgone à l'aspect meurtrier¹. Qui ose la défier d'un regard est immédiatement pétrifié, incapable de réfléchir, de prononcer un mot, d'agir. L'économie sidère. Pour le citoyen ou la citoyenne ordinaires, elle est réputée si dangereuse qu'on n'ose l'affronter. Seuls des experts autodésignés prétendent pouvoir le faire. En pratique, ces spécialistes de la question – ces élus du ciel ! – tiennent le public à distance, créent une infranchissable barrière de sécurité derrière un jargon compris d'eux seuls et servent secrètement des intérêts que l'exposition à la lumière ferait périr. Il faut dire que s'aventurer sur le terrain de l'économie, c'est voyager en compagnie des spectres : Adam Smith, David Ricardo, Léon Walras, Karl Polanyi, John Maynard Keynes, sous le regard de la statue du commandeur : Karl Marx, devant qui tout un chacun est sommé de se déterminer. Paraphrasant Molière, on pourrait récrire la scène finale de *Dom Juan* (1665) :

SGANARELLE. – Entendez-vous, Monsieur ?

DOM JUAN. – Qui ose tenir ces paroles ? Je crois connaître cette voix.

1. André Chénier, « L'Invention » (1787), dans *Poésies*, Gallimard, 1994.

SGANARELLE. – Ah, Monsieur, c'est Marx, je reconnais son style.

Marx, c'est le clou inarraché dans l'être de l'*homo œconomicus*, son éternel tourment. Dans la catégorie poids lourds, c'est le plus puissant des *sparring-partners*. Rien ne parvient à disqualifier son œuvre, ni le léninisme, ni le stalinisme, ni le maoïsme et encore moins le libéralisme, voire l'insupportable néolibéralisme ou le mercantilisme. Marx résiste, traverse le temps et ne cesse de nous interroger. L'écrivain Luc Dietrich, l'auteur du *Bonheur des tristes* (1935) et de *L'Apprentissage de la ville* (1942), avait la réputation parmi ses amis de « poser les bonnes questions ». Un talent qu'il est aisé de reconnaître à Karl Marx et à Friedrich Engels. De leur vivant, ils ont posé toutes les bonnes questions et, même si le monde a changé, elles se posent encore à nous.

Sur le travail par exemple...

Lors d'une rencontre, Antoine d'Autume, professeur à la Paris School of Economics, après un long silence, avouait à propos du travail : « En parler ? C'est compliqué. » Le sujet échappait visiblement au champ de recherche et aux préoccupations de cet économiste *mainstream*. À ses yeux, le travail n'était plus une donnée centrale de l'économie. Au mieux, il n'avait qu'une valeur instrumentale. Les concepts de production, de consommation et de revenus sont désormais les seuls retenus par la « science » économique ; le travail est toujours sous-jacent mais on n'en parle pas...

C'est une donnée, mais elle n'est pas incarnée.

À la décharge d'Antoine d'Autume, il faut reconnaître que, si l'homme travaille depuis la nuit des temps, le travail a connu tant d'avatars depuis trois siècles qu'il

est de plus en plus périlleux de le cerner, même pour le BIT (Bureau international du travail). Ne serait-ce que dans le vocabulaire, où l'on peut mesurer la dégradation du concept lui-même. Autrefois, on avait un métier, puis on a eu un travail, un emploi, un boulot, une mission, un job et, maintenant, il y a les stages. Comme disent les jeunes condamnés à ce régime laborieux : il y avait l'esclavage, le servage et, maintenant, il y a les stages... Le terme « travail » est donc cet objet aux multiples faces que l'on peut examiner sous tous les axes, dans toutes les directions, toutes les lumières, et dont on ne saurait donner une définition univoque.

Il en va de même pour l'emploi, le salaire, le profit, le capital, le marché, posés devant nous comme les tableaux d'une exposition ou faisant entendre le chœur d'un orchestre symphonique. En 1979, Michel Foucault écrivait à propos du film *La Voix de son maître*¹ sur le discours patronal : « Le discours ne doit pas être pris comme l'ensemble des choses que l'on dit, ni comme la manière de les dire. Il est tout autant dans ce qu'on ne dit pas, ou qui se marque par des gestes, des attitudes, des manières d'être, des schémas de comportement, des aménagements spatiaux. Le discours, c'est l'ensemble des significations contraintes et contraignantes qui passent à travers les rapports sociaux². »

Les questions fusent en feu d'artifice : travail et emploi sont-ils synonymes ou sont-ils de faux jumeaux ? De quoi le salaire est-il le prix ? De quoi parle-t-on, du travail lui-même ou de la force de travail ? Dans une

1. Documentaire de Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, Ina, 1978.

2. Cité par Gérard Mordillat et Nicolas Philibert, *Ces patrons éclairés qui craignent la lumière*, Albatros, 1979, p. 135.

concurrence pure et parfaite, comment le profit peut-il disparaître ? Comment justifier qu'un manager reçoive un salaire quatre ou cinq cents fois supérieur au salaire moyen d'un employé de son entreprise ? Devenir entrepreneur de soi-même est-il le seul avenir promis aux demandeurs d'emploi ? Le marché ne serait-il qu'un onguent prescrit pour pacifier la lutte des classes et annihiler le rapport conflictuel entre exploité et exploiteur ? Le capital est-il en soi source de richesse ? Le marché est-il un dieu que tous doivent vénérer ? Après le néo-libéralisme, le mercantilisme belliqueux fêtera-t-il le grand retour de l'État aux affaires ? Etc.

En prenant appui sur l'économie et sur les autres sciences sociales, nous souhaitons soumettre aux lectrices et aux lecteurs des hypothèses et des perspectives à discuter à partir de ces questions ; nous voulons les encourager à exercer leur esprit critique. C'est-à-dire à aborder l'économie sans crainte ni appréhension comme un livre ouvert sur le monde où nous vivons.

Il serait vain et présomptueux d'imaginer une conclusion péremptoire. Ce livre cubiste ne peut s'achever que sur une question. Notre ambition n'est pas de fixer ni de défendre une théorie spécifique mais de proposer de manière dialectique une réflexion sur Les Lois du capital, sur les concepts fondamentaux de l'économie en arpentant le cercle étroit de la production. Un périmètre qui cerne au plus près l'activité humaine contemporaine. Avec une majorité de chercheuses et de chercheurs, économistes, philosophes, anthropologues, sociologues, juristes, historiens... nous soutenons l'idée que le système économique qui régit le monde – cette forme particulière du capitalisme que l'on nomme néo-libéralisme – semble si épuisé que son terme approche. Le philosophe Dany-Robert Dufour dresse un tableau

plaisant de la situation contemporaine : « Disons que l'économiste ouvre le jeu et dit : ce que nous vivons est la conséquence d'un changement décisif dans le mode de régulation du capitalisme. L'historien répond : nous sommes face à une modification majeure dans le rapport à la religion. Le grammairien enchaîne : nous observons de nouveaux usages langagiers dans la population. Le sociologue coupe : nous constatons que les institutions classiques, la famille et l'école, ne socialisent plus. Le politologue observe : notre façon de faire de la politique est en train de changer radicalement. Le théoricien de l'art réplique : l'art contemporain s'égaré de plus en plus en des futilités égotiques diverses. Et le psychanalyste conclut : il est en train de se mettre en place une nouvelle économie psychique¹. »

Nous sommes face à une crise inaugurant la fin d'un cycle. À ce moment où, comme l'écrivait Antonio Gramsci, « le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres² »...

1. Dany-Robert Dufour, *Le Divin marché. La révolution culturelle libérale*, Denoël, 2007, p. 15.

2. « Cahier 3 », dans *Les Cahiers de prison (1948-1951)*, t. 1, Gallimard, 1983.

Totem et travail

*Au travail ! au travail ! à l'œuvre ! aux ateliers !
Et vous, de la pensée habiles ouvriers,
À l'œuvre ! Travaillez tous, dans votre domaine,
La matière divine et la matière humaine !*

Auguste Brizeux¹

En 1880, dans *Le Droit à la paresse*, Paul Lafargue exhortait les ouvriers à se libérer d'un joug :

Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie est l'amour du travail, la passion furibonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. Au lieu de réagir contre cette aberration mentale, les prêtres, les économistes, les moralistes, ont sacro-sanctifié le travail².

Dans ce texte qui vibre d'un lyrisme semblable à l'incipit du *Manifeste du Parti communiste* (1848), de Marx et Engels, Lafargue constatait avec amertume que

1. *Marie*, Société belge de librairie, 1837, p. 111.

2. Éditions sociales, 1957.

« le prolétariat s'est laissé pervertir par le dogme du travail. Toutes les misères individuelles et sociales sont nées de sa passion pour le travail¹ ». Mais peut-on parler d'une « passion » pour le travail, sinon à l'entendre comme synonyme de souffrance ?

Le mot « travail » vient du bas latin *tripalium* (trois pieux), instrument de torture où l'on suppliciait les esclaves qui – justement ! – ne voulaient pas travailler. Le travail et la douleur sont donc consubstantiels. Dans la Genèse (3,16-17), Yahvé condamne la femme à enfanter dans la douleur et l'homme à tirer sa subsistance de la terre, c'est-à-dire à travailler. Le terme de travail désigne donc aussi bien les souffrances de la femme en gésine que celles de l'homme rompu à la tâche, comme si l'un n'était pas dissociable de l'autre. Pour Marx, d'un point de vue anthropologique autant que philosophique :

Le travail est d'abord un processus entre l'homme et la nature, au cours duquel l'homme règle et contrôle ses échanges avec la nature par son action personnelle. Il se conduit vis-à-vis de la nature matérielle comme une force de la nature. Il met en action ses forces corporelles naturelles, ses bras, ses jambes, sa tête et ses mains, pour s'appropriier les produits naturels en leur donnant des formes utiles à son existence. Par cette activité, il agit sur la nature et, par la même occasion, il transforme aussi sa propre nature².

De tout temps, sous tous les cieux, l'homme s'est dépensé pour sa survie. Mais au-delà de l'humain, dans le monde contemporain, le travail concerne aussi

1. *Ibid.*

2. Karl Marx, *Le Capital. Livre I* (1867), Gallimard, 1968.

la machine (« travailler comme une machine ») et le vivant dans toutes les métaphores animalières (« un travail de fourmi », « travailler comme un bœuf », voire « travailler comme une bête »).

On distingue classiquement la notion d'œuvre de création, *ergon* (en latin *opera*, qui a donné *ouvrier* puis ouvrier, celui qui est à l'œuvre) et celle du labeur forcé, *ponos* (la peine, la fatigue, voire la souffrance ou le malheur ; les mots latins *poena* et *labor* ont le même sens). Si la première permet à l'homme de s'épanouir pleinement, la seconde ne serait-elle pas une calamité dont il faudrait se débarrasser ? Dans un entretien avec Primo Levi, Philip Roth a cette remarque glaçante : « *Arbeit macht frei* – le travail libère – sont les mots inscrits sur le portail d'Auschwitz, sauf qu'à Auschwitz le travail est une effroyable parodie, inutile et absurde – c'est un labeur-châtiment qui ne peut mener qu'à une mort atroce¹. »

Aujourd'hui, « travail » est devenu d'un usage si courant, d'un sens si évident, que nul ne songe désormais à le remettre en cause ni à s'interroger sur sa signification réelle. En tout cas sur sa signification contemporaine. Selon la définition simple du Petit Robert, le mot « travail » désigne « l'ensemble des activités humaines orientées vers un but ». « Ensemble des activités humaines », car depuis toujours l'être humain met en œuvre ses moyens physiques et intellectuels pour produire quelque chose ou pour obtenir sa nourriture, ses vêtements, son logement. Dès lors, on peut assimiler travail et activité, à ceci près que le travail a pris un sens plus étroit dans l'économie capitaliste, où seule sa relation avec la rémunération qu'il procure le définit

1. Philip Roth, *Pourquoi écrire ?*, Gallimard, 2019, p. 262.

et oublie le geste créateur producteur de biens. Dans l'économie capitaliste, le travail n'existe qu'en tant que « travail salarié ». D'où l'ironie qu'il y a à entendre des parents demander à leur enfant : « Tu as bien travaillé à l'école aujourd'hui ? » comme si le travail scolaire était source de revenus pécuniaires. À cette aune, faudrait-il payer les heures de colle à l'instar des heures supplémentaires ?

Le travail est un totem planté au milieu de notre société, avec ses figures glorieuses et ses figures mal-faisantes quand certains économistes ne veulent voir en lui qu'un désagrément, une source de « désutilité », disent-ils. Le travail ne serait qu'ennui, fatigue, blessures. Ce qui donne dans une chanson célèbre d'Henri Salvador :

Le travail, c'est la santé
Rien faire, c'est la conserver
Les prisonniers du boulot
N'font pas de vieux os !

Au contraire, on peut trouver une satisfaction dans le travail. Georges Navel décrit ainsi le travail d'un terrassier :

Il faut travailler en souplesse, surveiller ses mouvements, on ne manie bien la pioche que si on lui a prêté de l'attention. Les terrassiers s'en servent avec économie d'effort. Leurs gestes sont intelligents, bien réglés. Manier la pelle sans excès de fatigue, faire chaque jour une tâche égale exige de l'habileté. Quand il doit rejeter de la terre d'une tranchée très profonde, il n'est pas de terrassier qui ne se réjouisse de son lancer de pelle. De la répétition du même effort naît un rythme, une cadence où le corps

trouve sa plénitude. Il n'est pas plus facile de lancer la pelle que de lancer un disque. Avant la fatigue, si la terre est bien, glisse bien, chante sur la pelle, il y a au moins une heure dans la journée où le corps est heureux¹.

Cela ne signifie pas que le travail soit ontologiquement source de plaisir mais il est indéniable que, même dans la tâche la plus rude, il peut y avoir un moment de grâce, un contentement du corps et de l'esprit.

Si travailler peut être une douleur, une souffrance qui mène parfois à la mort, ne pas travailler peut être pire encore. Pour s'en convaincre, l'exemple des prisons est édifiant, comme le raconte l'anthropologue activiste David Graeber². Que craignent les criminels les plus endurcis, de quoi les menace-t-on ? D'être privés de travail ! Tous préfèrent servir les repas, nettoyer les toilettes, travailler à l'atelier sur une perceuse à colonne pendant des heures que ne rien faire. Celui qui ne fait rien n'est rien ; non seulement aux yeux des autres mais pour lui-même. La punition n'est pas pour autant le seul motif de privation ou de cessation de travail. Il en existe d'autres tout aussi violents. De nos jours, le travail est canalisé entre deux falaises prêtes, l'une et l'autre, à s'effondrer et à interrompre son cours : le chômage et la grève. Les causes du chômage sont trop nombreuses pour en faire l'inventaire exhaustif mais disons que le chômage, lié à la conjoncture économique ou à une décision réfléchie, vient toujours d'une initiative

1. *Travaux*, Stock, 1945, cité par Olivier Favereau dans *Travail, salaire et profit*, série documentaire de Gérard Mordillat et Bertrand Rothé, ARTE Vidéo, 2019. Dans ce livre, tous les renvois à cette série documentaire seront abrégés en *TSP* 2019.

2. *Bullshit Jobs*, Les Liens qui libèrent, 2018.

patronale. C'est la menace permanente, brandie en tous lieux et à toute heure contre les salariés, gouvernés par la peur de se retrouver sans travail. Perdre son travail, c'est perdre toute considération, être envoyé à l'inutilité, au néant, n'être qu'une chair à vivre sans force ni désir.

Le chômage est une perte de travail subie ; la grève, au contraire, est un arrêt de travail voulu. La grève, dont les motifs sont aussi trop nombreux pour en faire l'inventaire exhaustif, demeure, en dernier recours, dans le cadre d'un conflit du travail, le moyen d'action des salarié(e)s pour établir un rapport de force favorable à leurs revendications. C'est un geste volontaire dont l'importance déborde d'ailleurs le point de fixation qui l'a provoqué. Dès 1908, dans *L'Action syndicale*, le secrétaire général de la CGT (Confédération générale du travail), le libertaire Victor Griffuelhes, proclamait : « La grève éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée¹. »

Morale

À une jeune fille ou un jeune homme présentant à ses parents l'élu ou l'élue de son cœur, la première question sera : « Que fait-il (ou que fait-elle) dans la vie ? » À travers cette question, c'est d'ailleurs moins la question économique que celle de la dimension morale accordée au travail qui est posée. Faire quelque chose, c'est tenir sa place dans la société. C'est une dignité. Ne rien faire – ou ne rien faire qui soit reconnu comme un travail –, c'est se couvrir de honte et mériter l'opprobre qui en

1. Marcel Rivière, 1908.

découle. Dans *Candide* (1759), Voltaire faisait l'éloge du travail qui « éloigne de nous trois grands maux : l'ennui, le vice et le besoin ». Dès que l'on aborde la question du travail, une médaille pieuse apparaît : d'un côté, le travail est exalté comme porteur d'une valeur morale supérieure – c'est immoral de ne pas travailler, et les chômeurs sont tous des parasites de la société, des assistés ; de l'autre, le travail est nécessaire à la vie quelles qu'en soient les difficultés – il donne aux individus les moyens de leur existence et contribue au respect de soi-même.

Ces deux faces moralisatrices attribuent au travail une « vertu » d'un côté et de l'autre une « dignité ».

Dans la Bible hébraïque, le travail semblait être une malédiction : « À force de peine tu en tireras subsistance tous les jours de ta vie¹. » Mais, depuis l'ère chrétienne, ne pas travailler est une malédiction plus grande encore ! « De nuit comme de jour nous étions au travail, dans le labeur et la fatigue : si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus », prévenait l'apôtre Paul². Ceux qui refusent le travail sont traités comme des bandits. Dans la *Doctrine des Apôtres*, un manuel d'instruction religieuse datant du début du II^e siècle, ce point est développé avec rigueur : « Vous tous, fidèles, toujours et à toute époque, chaque fois que vous n'êtes pas dans l'église, soyez assidus à votre travail durant toute votre vie. Travaillez donc toujours, car la paresse est un vice qui n'admet pas de guérison. Si un homme chez vous ne travaille pas, qu'il ne mange pas. Dieu hait les paresseux, car un paresseux ne peut pas être un

1. Genèse 3,17. (Les citations de la Bible dans le présent ouvrage sont extraites de la *Bible de Jérusalem*, Desclée de Brouwer, 1975.)

2. 2 Thessaloniens 3,9-10.

fidèle. » En 2006, cela donne dans la bouche de Franz Müntefering, président du SPD (Parti social-démocrate d'Allemagne), vice-chancelier et ministre fédéral du Travail et des Affaires sociales : « Seul celui qui travaille doit pouvoir manger¹. »

Ce jugement moral s'exprime d'une autre manière dans cette phrase d'un économiste anglais du XVIII^e siècle, Josiah Tucker, reprise par Turgot, contrôleur général des finances de Louis XVI : « La corruption actuelle des mœurs ne doit-elle pas être regardée comme la vraie cause pour laquelle tant d'hommes manquent d'emploi, parce que la débauche leur a fait perdre le goût du travail² ? » Friedrich Engels semble lui répondre :

Une autre source de l'immoralité des travailleurs, c'est le fait qu'ils sont les damnés du travail. Si l'activité productive libre est le plus grand plaisir que nous connaissions, le travail forcé est la torture la plus cruelle, la plus dégradante. Rien n'est plus terrible que de devoir faire du matin au soir quelque chose qui vous répugne. Et plus un ouvrier a des sentiments humains, plus il doit détester son travail parce qu'il sent la contrainte qu'il implique et l'inutilité que ce labeur représente pour lui-même. Pour quoi donc travaille-t-il ? Pour le plaisir de créer ? Par instinct naturel ? Nullement. Il travaille pour l'argent, pour une chose qui n'a rien à voir avec le travail en soi, il travaille parce qu'il y est forcé, et, de plus, le travail dure si longtemps et il est si monotone que, pour cette simple raison déjà, son travail ne peut être

1. Allocution au Bundestag, 9 mai 2006. C'était aussi un slogan scandé en Union soviétique dans les années 1920 : « Qui ne travaille pas ne mange pas ! »

2. *Questions importantes sur le commerce* (1751), Fletcher Gyles, 1755, section IV, § VII.

pour lui, dès les premières semaines, qu'un véritable supplice, s'il a encore quelques sentiments humains. La division du travail a du reste encore multiplié les effets abêtissants du travail obligatoire¹.

Chez Freud, on observe que « la grande majorité des humains ne travaille que par nécessité, et de cette naturelle aversion humaine pour le travail proviennent les problèmes sociaux les plus difficiles² » Dès 1933, pour le nazisme, les individus qui ont refusé à deux reprises une proposition d'emploi sont classés « réfractaires au travail » (*Arbeitsscheu*) et seront bientôt déportés en camp de concentration, frappés du triangle noir des « asociaux ». On peut s'effrayer de voir que l'idée de faire travailler les « réfractaires au travail », les chômeurs, les allocataires d'aides sociales (pour lesquels on gaspille « un pognon de dingue », comme le dit si élégamment Emmanuel Macron³), était déjà présente dans le programme de Nicolas Sarkozy en 2007, où il affirmait qu'il ferait en sorte que « les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi, plutôt qu'à vivre de l'assistanat ». Idée aujourd'hui banalisée dans les programmes politiques de tous les partis de droite et d'extrême droite, où Jacques Bompard⁴, entre autres, fait mine de s'interroger : « Pourquoi le privé [...] ne bénéficierait pas de ces gens déjà indemnisés ? Au départ, ce

1. *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre en 1844* (1845), Science marxiste, 2014.

2. Sigmund Freud, *Le Malaise dans la civilisation* (1930), Gallimard, 2010, t. 2, note p. 70.

3. Twitter, 12 juin 2019.

4. Maire d'Orange, membre du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers.